

Bulletin des Négociations de la Terre CRIC

Un service d'information sur les négociations de développement et d'environnement

En Ligne sur http://www.iisd.ca/desert/cric7/

Vol. 4 No. 211 Publie par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)

Jeudi 6 novembre 2008

LES FAITS MARQUANTS DES CRIC 7 ET CST S-1 DE LA CLD: MERCREDI 5 NOVEMBRE 2008

La première session extraordinaire du Comité des sciences et technologies (CST S-1) a commencé ses travaux le 5 novembre 2008. Après avoir adopté l'ordre du jour, les délégués au CST ont mené un débat général sur les points de l'ordre du jour, consacrés aux préparatifs de la CST 9, aux éléments de la Stratégie ayant trait au CST et au plan de travail quadriennal du CST.

COMITE DE SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Le président du CST, William Dar (Philippines) a ouvert la CST S-1, soulignant que cette session extraordinaire fait partie du processus de réforme de la CLD. Il a indiqué que la session peut aider à s'assurer que la science éclaire de manière propre l'élaboration des politiques.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISA-TION DES TRAVAUX: Le président Dar a introduit l'ordre du jour provisoire de la CST S-1 (ICCD/CST(S-1)/1 et Corr.1). Le CST a adopté le document sans amendement. Il a ensuite introduit l'organisation des travaux figurant dans l'Annexe II de l'ordre du jour. Il a demandé au CST de faire avancer la tenue du débat autour du sous-article 4 (d) de l'ordre du jour (éléments de la fourniture d'avis sur la meilleure manière de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs stratégiques 1, 2 et 3 du Plan-cadre stratégique pour l'amélioration de la mise en œuvre de la Convention), prévu pour le 6 novembre, pour XXX la XXX tenir dans la matinée du 5 novembre, parce qu'il servirait à alimenter les discussions de la CRIC 7. Le CST a adopté l'organisation des travaux, tel que révisé oralement.

PLAN-CADRE STRATEGIQUE DECENNAL POUR L'AMELIORATION DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION – CST: Le Secrétaire exécutif, Luc Gnacadja, a introduit les documents élaborés par le Secrétariat, en concertation avec le Bureau du CST et en conformité avec la demande de la CdP 8, qui portent sur un plan-cadre stratégique décennal pour l'amélioration de la mise en œuvre de la Convention (ICCD/CST(S-1)/4).

AVIS SUR LA MEILLEURE MANIERÈ DE MESÙRÉR LES PROGRES ACCOMPLIS DANS LA REALISATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES 1, 2 ET 3 DE LA STRATEGIE: Elysabeth David, Knowledge Management, Science and Technology XXX Coordinator XXX, Secrétariat de la CLD, a introduit le document ICCD/CST(S-1)/4/Add.3 et Corr.1 concernant la fourniture d'avis sur la meilleure manière de mesurer les progrès dans la réalisation des objectifs stratégiques 1, 2 et 3 de la Stratégie. Youba Sokona, Observatoire du Sahara et du Sahel, a

servi de présentateur ressource de ce thème.

Le G-77/CHINE a suggéré de suivre le modèle du GIEC pour le CST, soulignant le besoin de respecter l'avis scientifique, et a appelé à l'élaboration d'indicateurs et de lignes directrices aptes à être utilisés dans la conception de projets adaptés au cadre du Mécanisme de développement propre et ciblant l'érosion des sols et la désertification.

L'UE a appelé à un produit plus élaboré avant la consultation des parties, à un calendrier réaliste pour l'élaboration des indicateurs et à une annexe contenant les sources utilisées pour l'élaboration des indicateurs. Le délégué a recommandé de se référer à un nombre limité d'indicateurs, en utilisant les données disponibles et en consultant des experts en matière de suivi et d'évaluation, dans la détermination des hypothèses établies pour le lien causal entre objectif et impact.

Le SOUDAN a souligné le besoin d'une recherche au niveau national, pour faciliter le suivi et la détermination de la vulnérabilité et engendrer des données de référence plus large. L'OUGANDA a souligné le besoin de définir attentivement l'information à collecter du niveau national. Le MEXIQUE a suggéré de déterminer où la Convention veut être en 2018 pour ce qui est des Objectifs stratégiques 1 et 2. L'ARGENTINE a déclaré que la suite des travaux devrait s'appuyer sur le travail déjà réalisé par le CST sur les indicateurs.

Le SENEGAL a souligné l'importance du transfert de l'information pertinente du niveau local au niveau mondial sans perte des données, et de l'harmonisation de la collecte des données au niveau sous-régional. Le CHILI a noté que l'applicabilité des indicateurs choisis doit être évaluée et, avec l'INDONESIE, a précisé qu'un suivi adéquat par les parties a des implications financières.

L'ARABIE SAOUDITÉ a déclaré que la réalisation des Objectifs stratégiques 1, 2 et 3 dépend de la mise en œuvre de l'Objectif stratégique 4 (mobilisation des ressources à travers la mise en place de partenariats) et le YEMEN a indiqué que l'Objectif 4 devrait être examiné avant les Objectifs 1 à 3. Le MM a mis en exergue les connections entre les quatre objectifs stratégiques, soulignant que des arguments solides sont indispensables pour la mobilisation des ressources.

La TURQUIE a suggéré qu'une grande institution devrait être déterminée pour collationner les données sur la localisation. L'UE a invité les parties à se joindre à l'UE, au PNUE et à leurs collaborateurs, pour l'élaboration d'un nouvel Atlas du monde sur la désertification. Le PAKISTAN a souligné l'importance de la coopération avec d'autres conventions de Rio, et des enseignements à en tirer.

L'IRAN a déclaré qu'il est vital d'introduire des indicateurs quantitatifs mesurables pour l'ensemble des articles relevant de l'Objectif stratégique 3. Le PEROU a mis en relief les indicateurs applicables à l'amélioration de la prise de conscience des décideurs. Le KENYA a mis l'accent sur la détermination: des institutions disponibles qui disposent d'informations et de données; et des lacunes en matière de données. L'AFRIQUE DU SUD a encouragé le CST à collaborer avec d'autres instances et à traduire l'information scientifique en actions.

Soulignant que l'information requise existe, le PANAMA a précisé que le CST a besoin uniquement de déterminer les indicateurs et la méthodologie à utiliser. CUBA a appelé à des indicateurs simples et objectifs. Le VIETNAM a souligné le besoin d'une compréhension commune des concepts d'érosion des sols, de désertification, de sécheresse et de déboisement, et à un ensemble de points de référence vérifiables dans chaque indicateur central. L'EGYPTE a mis en exergue le rôle du CST dans la promotion de

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Alexandra Conliffe, Wagaki Mwangi, Lynn Wagner, Ph.D., et Kunbao Xia. Edition numérique: Ángeles Estrada. Version française: Mongi Gadhoum. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le Royaume-Uni (à travers le département du développement international (DFID), le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), le ministère danois des affaires étrangères, le ministère allemand de la coopération économique et développement (BMZ), le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère néerlandais des affaires étrangères, la commission européenne (DG-ENV), le ministère italien de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'espace maritime. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2008, par: le ministère norvégien des affaires étrangères, le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion de l'eau, le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (FOEN), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). La version française du *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dan



la coopération Sud-Sud et a appelé à un collationnement des enseignements tirés de pays confrontés à des défis similaires et avec des caractéristiques géographiques similaires. L'ITALIE a souligné que l'eau est un thème transversal relevant à la fois de la désertification et du changement climatique, et a encouragé son intégration lors de l'élaboration des indicateurs.

Le COSTA RICA a indiqué que le CST doit établir des connaissances scientifiques de base solides pour élever le profil de la Convention. Le ZIMBABWE a appelé à une "cascade systématique" de réformes du niveau mondial au niveau local. Fundación Ambiental Oasis de Vida (Colombie), au nom des ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (OSC), a souligné l'importance des données crédibles et de haute qualité, et du savoir traditionnel.

Le Secrétariat a répondu aux observations et a noté que le Bureau conjoint CST-CRIC a proposé de réaliser des études régionales sur l'état des indicateurs disponibles. Sokona a noté le besoin d'établir des passerelles avec le changement climatique et le GIEC, en particulier, dans l'application des indicateurs de l'adaptation et sur la situation de référence dans les zones arides.

FUNCTIONNEMENT DU CST: TRAVAIL DU BUREAU DU CST DURANT LA PERIODE INTERSESSIONS EN 2008: Le président Dar a introduit le travail accompli par le Bureau du CST au cours de la période intersessions de 2008 (ICCD/CST(S-1)/2), mettant en exergue deux réunions du Bureau, l'élaboration de documents pour la CST S-1 et la sélection d'un consor-

tium pour aider aux préparatifs de la CST 9.

REMODELAGE DU FONCTIONNEMENT DU CST: Le Secrétariat a introduit le rapport concernant l'état d'avancement des préparatifs de la CST 9, dans une nouvelle structure style-conférence (ICCD/CST(S-1)/3), soulignant que le Bureau a sélectionné le Dryland Science for Development (DSD) comme consortium pour aider à l'organisation de la CST 9.

L'UE a souligné que la CST 9 devrait apporter une contribution sur l'érosion des sols, à la Conférence sur les changements climatiques, de 2009, devrait être ouverte à l'ensemble de la communauté scientifique et devrait améliorer l'articulation des dispositions écologiques et financières et des mesures pour quantifier les actions, qui doivent être harmonisées et coordonnées avec d'autres conventions. Le JAPON a proposé d'impliquer le consortium dans la collecte des données concernant les Objectifs stratégiques 1 à 3 et dans l'évaluation des indicateurs. Mettant en relief les rôles scientifiques et politiques du GIEC, le BRESIL, appuyé par le CHILI, a souligné le besoin de déterminer les résultats attendus de la CST 9. L'AFRIQUE DU SUD et le PEROU ont souligné le besoin d'intégrer le savoir autochtone. Plusieurs intervenants ont fait part de l'intérêt de leurs experts nationaux et régionaux pour la participation dans le consortium, et ont demandé des renseignements sur les critères de sélection, soulignant l'importance de l'équilibre géographique. Le SENEGAL, appuyé par la TUNISIE, a déclaré que l'Afrique est touchée de manière particulière par la désertification et que ses experts voudront participer. Le délégué de TRINITE ET TOBAGO a encouragé l'intégration d'experts issus des petits Etats insulaires en développement et de thèmes en rapport direct avec leur situation.

Le Secrétariat a déclaré que le DSD établirait trois Groupes de travail, d'ici janvier 2009. Le délégué du DSD a indiqué que chaque Groupe sera formé de 30 experts, choisis en fonction de leurs connaissances scientifiques et de leur représentation régionale et de parité hommes-femmes. Il a précisé que le DSD sélectionnerait 10 experts par groupe, lesquels procéderaient à la sélection des 20 autres experts parmi ceux qui auront sollicité une participation globale.

Le BRESIL a noté que la proposition du DSD mettait l'accent sur l'érosion des sols, a indiqué que le point de focalisation devrait rester sur la désertification, et a mis en relief l'importance de la transparence dans le déroulement des travaux du Groupe de travail. Le SOUDAN a souligné que la désertification est une érosion des sols dans des écosystèmes particuliers, et a ajouté qu'une recherche rationnelle, et pas juste une revue de la recherche, est nécessaire. L'ESPAGNE a souhaité en savoir davantage sur la manière dont les correspondants scientifiques et techniques seraient intégrés. La COLOMBIE, appuyée par la FRANCE, a suggéré d'établir des passerelles entre les travaux du consortium et les programmes régionaux disponibles. Le LIBAN a suggéré de tirer profit des

chevauchements avec des imbrications avec d'autres conférences et plates-formes. L'UNION DU MAGHREB ARABE a indiqué que les thèmes comme ceux de la sécurité alimentaire et de l'eau devraient être également examinés et que le secteur privé devrait participer. La FRANCE a suggéré d'élaborer une feuille de route vers la conférence scientifique. Le représentant d'une OSC a encouragé l'implication des OSC dans le consortium.

Le DSD a précisé que le secteur privé et les membres de la société civile peuvent y être en qualité d'observateurs. Le délégué a donné un aperçu de la stratégie du DSD de publier les résultats pour les différentes parties prenantes, et a ajouté que les pays devraient divulguer l'information à l'échelon local.

EXAMEN DU PROJET DE PLAN DE TRAVAIL PLURI-ANNUEL (QUADRIENNAL) DU CST: Le Secrétariat a introduit sa proposition de plan de travail quadriennal (ICCD/ CST(S-1)/4/Add.1) et le programme de travail biennal connexe (ICCD/CST(S-1)/4/Add.2), notant que ce dernier serait révisé de manière à rendre compte des recommandations émises sur le plan de travail.

L'UE a déclaré que le plan de travail quadriennal est compatible avec la Stratégie, mais a appelé à une meilleure définition du rôle et de la contribution des correspondants nationaux. Au sujet du programme de travail, il a proposé d'harmoniser le travail du Secrétariat et du Bureau du CST, en limitant le nombre d'activités, d'élaborer un budget et de tenir un dialogue sur la politique scientifique durant la CdP 9 et le CST 9. Le BRESIL a mis l'accent sur la primauté de la qualité sur la quantité des activités. Le PEROU a déclaré qu'il existe des travaux sur l'élaboration d'indicateurs, et a suggéré de rattacher les activités du plan et du programme de travail aux activités en cours et d'y intégrer les travaux sur le savoir traditionnel relatif à l'érosion des sols. Le JAPON a fait état de chevauchements dans les accomplissements attendus et s'est enquis de la démarche planifiée du Bureau dans la collecte des données concernant les réalisations.

L'ARGENTINE a recommandé l'intégration des conclusions concernant l'amélioration des réseaux scientifiques. La COLOMBIE s'est déclarée d'avis avec l'Argentine et le Brésil sur le besoin de se concentrer sur la désertification. Le CANADA a suggéré d'éclaircir la logique entre les conclusions, les accomplissements et les activités et a mis en exergue la primauté de la qualité sur la quantité des indicateurs de performance. Le MEXIQUE a suggéré qu'un prix international en rapport avec la lutte contre l'érosion des sols, la désertification et la sécheresse soit intégré dans le plan de travail. Le MAROC a mis en garde contre les chevauchements entre les indicateurs dans le programme biennal et le plan de travail quadriennal.

L'IRAN a souhaité en savoir davantage sur ce qui devrait être fait entre 2011 et 2018. Le CHILI, appuyé par CUBA, a encouragé la mise en relief de la dimension nationale. Le YEMEN a souligné que la désertification est, dans les zones arides, une érosion des sols causée par des facteurs humains et climatiques. La CHINE a déclaré que les "thèmes à la mode," tels que celui de la fixation du carbone dans les sols, devrait bénéficier d'une priorité.

Les délégués poursuivront leur discussion sur ce point de l'ordre du jour le jeudi 6 novembre.

DANS LES COULOIRS

Beaucoup estimaient, dans la salle de réunion plénière, que la session du CST était en train d'avancer tranquillement, mais, dans les couloirs, c'est le résultat et l'impact de l'élection américaine qui étaient le principal sujet de conversation pour de nombreux participants. Certains espéraient, qu'avec un Président Démocrate, la participation des États-Unis d'Amérique dans les accords environnementaux internationaux, va changer.

Coté questions de fond, la discussion de la CST S-1 autour des trois premiers Objectifs stratégiques a amené plus d'un à cogiter sur qui, de la poule ou de l'œuf, vient en premier, la mobilisation des ressources étant, pour certains, le point de départ préféré. En attendant, d'autres ont expliqué que le courant sous-jacent qui semble être à la base des réserves émises par les participants concernant la composition du consortium, est le risque de voir les experts scientifiques et politiques des pays en développement, omis, et d'avoir par conséquent, à l'opposé du modèle du GIEC, une dissociation entre les intérêts techniques et les intérêts de politique.